

“L’écologie de guerre, un nouveau paradigme pour l’Europe ?” avec Pierre Charbonnier

Qu’est-ce que l’écologie de guerre ?

J’avais proposé la notion d’écologie de guerre au mois de mars, dans les colonnes du journal *Le Grand Continent*, pour parler du développement d’un nouveau type de discours induit par le déclenchement de la guerre de la Russie contre l’Ukraine. Ce discours consiste à dire que l’Europe, et peut-être le monde en général, pouvait faire d’une pierre deux coups et mener des politiques de sécurité, c’est-à-dire de sanction contre l’agresseur russe, et des politiques de sobriété, c’est-à-dire des politiques permettant de rejoindre les objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Et ce, pour la bonne et simple raison que l’agresseur russe se trouve être l’un des principaux fournisseurs d’énergies fossiles pour l’UE, et plus largement un exportateur massif d’énergies fossiles pour le monde : gaz, pétrole et charbon.

Cet argument a ensuite été repris dans la revue *GREEN*, que nous allons discuter le 23 novembre. Nous avons agrégé, autour de cette proposition que j’avais faite, de nombreuses contributions dont certaines seront reprises le 23 novembre.

Écologie de guerre : un concept d’actualité pour l’Europe ?

Au moment où j’ai proposé cette notion au mois de mars dernier, c’était surtout pour moi une manière de montrer que le discours écologique était en train de changer de contenu : ce n’était plus strictement un discours sur la science, sur la morale, sur l’économie, mais c’était en train de devenir un discours lié à des considérations de sécurité internationale, ce qui est assez nouveau pour les questions de politiques climatiques.

Entre temps, dans les mois qui se sont écoulés entre mars et aujourd’hui (en novembre), cette idée qu’il fallait faire converger les politiques de sécurité internationale et les politiques de lutte contre le changement climatique s’est assez largement imposée dans le discours public, en particulier au niveau européen – et c’est pour cela qu’on va dédier la soirée du 23 à la question européenne.

Par exemple, plusieurs fois dans les discours d’Ursula von der Leyen, cette convergence entre sobriété et sécurité a été mise en avant comme doctrine officielle de politique étrangère de l’Union.

De l’autre côté, bien entendu, d’autres acteurs se sont levés pour montrer que la guerre d’agression russe avait eu la conséquence inverse de stimuler la production de ressources fossiles pour compenser, voire sur-compenser, les pertes d’approvisionnement issues de la Russie.

Un très grand débat est en train de se construire autour de la question de savoir si la guerre menée par la Russie peut, ou non, accélérer la transition vers l’utilisation d’énergies renouvelables. Et ce débat est particulièrement focalisé autour de l’Europe qui, comme chacun sait, est un bloc socio-économique qui ne produit pas, ou presque pas, sa propre énergie, du moins pour l’instant.

Écologie de guerre : regards croisés

Nous serons 6 autour de la table pour discuter de ces enjeux : à mes côtés, Magali Reghezza, une des contributrices du numéro de la revue GREEN, qui dans son texte attirait notre attention sur le problème de dépolitisation de l'écologie de guerre, c'est-à-dire le recours à des efforts de consommation privés plutôt qu'à une construction politique d'orientation vers la sobriété.

Nous avons aussi invité Sergei Guriev, économiste ici à Sciences Po qui, avant même que j'écrive ce texte, dans les pages du Grand Continent, avait donné un entretien où il discutait de la politique de sanctions économiques contre la Russie et des réalignements géopolitiques que pouvait provoquer la guerre déclenchée par Vladimir Poutine.

Nous avons aussi invité Olivia Lazard, une spécialiste des questions de pacification verte, qui avait écrit il y a quelques temps pour la fondation Carnegie un rapport important sur les liens entre sécurité internationale et transition énergétique.

Et puis Sébastien Treyer, directeur de l'IDDRI, et ici aussi à Sciences Po, qui est un observateur de longue date de la diplomatie climatique.

Et enfin Ramona Bloj, membre du Groupe d'études géopolitiques, qui m'a aidé à construire le numéro de la revue GREEN et qui depuis quelques jours a lancé un observatoire de la guerre écologique. Ce dernier propose chaque semaine de donner un aperçu cartographique et graphique des politiques de sécurité énergétique en Europe.

Propos recueillis par Véronique Etienne, chargée de médiation scientifique au CEE